

Avis émis par les représentants du personnel de la formation spécialisée santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT)

Séance du 16 avril 2024 :

Avis	Suites données par l'administration
<p>Les membres de la FS-SSCT, réunis le 16 avril 2024, suspendent l'installation de la cellule RPS à l'intégration en son sein au titre de membre de plein droit, du/de la référent.e VDHAS désigné.e parmi les membres élu.e.s de la FS-SSCT.</p> <p>Selon l'article 74 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux CSA dans les administrations et les établissements publics de l'Etat, la Formation Spécialisée –Santé Sécurité et Conditions de Travail, « peut proposer des actions de préventions du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles ».</p> <p>Les Orientations Stratégiques du MESRI de 2022 indiquent, qu'afin de consolider la prérogative de la FS-SSCT, rappelée ci-dessus, en matière de violences et de discriminations, harcèlement moral et/ou sexuel, un.e référent.e est nommée parmi les membres de la FS-SSCT.</p> <p>L'annexe 2 des Orientations Stratégiques du MESRI de 2022 précise les missions de ce/cette référent.e :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Etre associé aux travaux pilotés par le service de prévention de l'établissement visant à évaluer ces risques au sein de l'établissement et à les intégrer au document unique d'évaluation des risques professionnels ; 2. Etre associé à l'identification des actions de prévention de ces risques qui seront intégrées au programme annuel de prévention ; 3. Etre associé aux actions de formation, de sensibilisation ou d'information de l'ensemble des personnels (dont l'encadrement) et des étudiants sur la thématique de ces risques ; 4. Orienter les personnels et les usagers auprès du dispositif existant dans l'établissement pour le signalement d'une situation de violence, discrimination, harcèlement ou agissement sexiste ; 5. Participer aux enquêtes de la FS-SSCT prévues à l'art. 64 du décret n°2020-1427, en lien avec des accidents de service ou des maladies imputables au service graves ou répétés consécutifs à des violences, discriminations, harcèlement et agissements sexistes, notamment pour apporter un appui méthodologique à la délégation d'enquête ; 6. Etre associé au suivi du fonctionnement et au bilan du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes mis en place au sein de l'établissement ; 7. Contribuer à l'enrichissement des plans d'action élaborés par les établissements ; 8. Pour les établissements hébergeant des structures partagées entre différentes tutelles ou employeurs, créer et entretenir des liens réguliers avec les différents référents de ces structures. 	<p><i>Les orientations stratégiques ministérielles (OSM) en matière de politique de prévention des risques professionnels dans les établissements supérieurs d'enseignement et de recherche des années 2022 et 2023 préconisent la désignation d'un.e référent.e pour les questions de violences, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes au travail (VDHAS) désigné.e parmi les représentants du personnel au sein de la formation spécialisée (FS) SSCT.</i></p> <p><i>Les représentants du personnel à la FS-SSCT de l'UPJV ont ainsi désigné, le 16 avril 2024, leur référent VDHAS.</i></p> <p><i>L'annexe des OSM portant sur l'année 2023 précise les missions de la référente ou du référent VDHAS, sachant que chaque établissement peut, dans le cadre du dialogue social au sein de la FS, identifier les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ces missions.</i></p> <p><i>En l'espèce, le référent VDHAS doit être associé à la prévention des risques de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes au travail (évaluation des risques ; identification des actions de prévention ; orientation des personnels et des usagers auprès des dispositifs de signalement ; collaboration aux actions de formation, de sensibilisation ou d'information des personnels et des étudiants ; participation aux enquêtes de la FS...). Cependant, son intégration dans la cellule RPS (ou comité local d'intervention en matière de RPS) de l'établissement « à titre de membre de droit » n'entre pas dans le champ de ses missions.</i></p> <p><i>Les missions, les modalités de fonctionnement et de composition de la cellule RPS de l'UPJV sont conformes au cadre défini par les OSM portant sur l'année 2022 (Annexe 1) et l'année 2024 (Annexe 1). La cellule RPS est donc bien un comité opérationnel (d'intervention) qui ne se limite pas à « un rôle de conseil et d'orientation », la cellule ayant « pour but, au sein de l'établissement, de favoriser l'expression des difficultés rencontrées dans le travail, d'aider et accompagner l'administration dans la résolution d'une situation professionnelle difficile, et d'apporter un conseil adapté à la situation en orientant l'agent vers des spécialistes, pour un accompagnement personnalisé » (OSM 2024).</i></p> <p><i>L'intégration du référent VDHAS au sein de la cellule RPS n'apparaît pas comme étant l'outil le plus adapté au plein exercice de ses missions dans la mesure où celles-ci dépassent en partie le seul périmètre de la cellule RPS et sont traitées dans d'autres cadres (ex. : cellule VSS). Une solution plus satisfaisante sera proposée lors de la prochaine formation spécialisée.</i></p>

<p>9. Enfin, La référente ou le référent VDHAS au sein de la FS-SSCT bénéficie d'une formation prise en charge par l'établissement.</p> <p>La conséquence est que l'exercice de ces missions nécessite l'intégration de la/du référent.e VDHAS à titre de membre de droit dans la cellule RPS, notamment au titre des missions 1, 4 et 6.</p> <p>Nous demandons également à ce que le/la référent.e VDHAS puisse choisir son organisme de formation, à la condition qu'il fasse partie de la liste des organismes reconnus par la loi comme pouvant intervenir au titre de la FESS. Cette formation devra être proposée dans les meilleurs délais.</p> <p>Le/la référent.e devra disposer de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions et rendre compte régulièrement de leur accomplissement auprès de la FS-SSCT.</p> <p>En effet, la cellule RPS de l'Université de Picardie Jules Verne résulte de l'application des Orientations Stratégiques du MESRI de 2022.</p> <p>Elle correspond à ce que les OSM 2022 appellent le « comité local d'intervention ». Parmi les missions de ce comité local d'intervention (transposé dans les instances de l'établissement, comme « cellule RPS ») figure la nécessité « d'alerter la FS-SSCT » (p.9).</p> <p>Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 16 avril 2024, demandons donc que la direction respecte la priorité de la FS-SSCT en matière de RPS et de VDHAS. Cette priorité résulte de la supériorité normative de la FS-SSCT sur la cellule RPS, dont le but est (OSM 2022, Annexe 1, page 9) « de favoriser l'expression des difficultés rencontrées dans le travail, d'aider et accompagner l'administration dans la résolution d'une situation professionnelle difficile, et apporter un conseil adapté à la situation en orientant la personne vers des spécialistes, pour un accompagnement personnalisé ».</p> <p>La cellule RPS a un rôle de conseil et d'orientation, qui ne saurait se substituer à la FS-SSCT, qui a, elle, la prérogative d'encadrer le droit d'alerte et de retrait dans l'établissement. Elle seule a la compétence réglementaire d'estimer la gravité des « difficultés rencontrées dans le travail », et le mode de signalement ou d'alerte dont elles relèvent, le cas échéant.</p> <p>Nous suspendons donc l'installation de la cellule RPS au respect de toutes ces conditions, à commencer par l'intégration, dans les meilleurs délais, du/de la référent.e VDHAS dans la cellule RPS, au titre de membre de plein droit. La formation du/de la référent.e devra ensuite être négociée entre l'organisme choisi par l'OS dont relève le/la référent.e et les services de l'Université de Picardie Jules Verne. Le/la référent.e devra avoir tous les moyens et toute latitude pour pouvoir remplir ses missions de l'OSM 2022, telles que rappelées ci-dessus, et rendre compte régulièrement de l'accomplissement de ses missions, auprès de la FS-SSCT.</p>	<p><i>En effet, comme précisé dans les suites données par l'administration aux avis de la FS-SSCT du 12 février 2024, les moyens de l'établissement nécessaires pour mettre en œuvre les missions attachées au référent VDHAS doivent être traités lors de la réunion de la formation spécialisée programmée le mardi 2 juillet 2024, une concertation préalable avec le référent VDHAS pouvant être à ce titre organisée.</i></p>
<p>A la lecture du rapport d'activité 2023 et de la présentation du bilan en séance, les représentants du personnel de la FS-SSCT saluent le travail du Service de Médecine de Prévention des Personnels (SM2P) qui a remporté en 2023 le prix du public aux trophées de l'association « bossons futé » dans la catégorie duo et est lauréat du projet FIACT 2023.</p> <p>Nous proposons que les actions remarquables du SM2P soient mises en avant dans les actualités du site internet de l'établissement et sur les réseaux sociaux. D'autres actions de communication vers les agents pourraient être faites pour valoriser les actions menées par le service.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le SM2P a déployé 8 Exosquelettes d'assistance musculaire - Plan de prévention du risque cardiovasculaire et conseils hygiéno-diététiques 	<p><i>Les actions du service de médecine de prévention des personnels (SM2P) de l'UPJV font couramment la une des actualités de l'établissement, via les différents outils d'information et de communication utilisés : courriels aux agents, brèves de l'administration, site de l'établissement (pages d'actualité, pages du service), réseaux sociaux utilisés par le SM2P (Facebook, LinkedIn...).</i></p> <p><i>De manière générale, les projets de propositions innovants sont présentés dans les rapports annuels d'activité de la médecine de prévention avant leur mise en œuvre, pour l'année suivante. Par exemple, dans son rapport de 2023, le médecin du travail mentionne la combinaison de l'électrostimulation et de la lampe Lili pour dyslexiques prévue pour une mise en œuvre en 2024. De même, lors de la présentation de son rapport d'activité en formation spécialisée SSCT (le 16 avril 2024), il a évoqué son</i></p>

<p>- Prévention primaire des TMS liées aux activités de bureautique avec prise en compte des problématiques liées à la sédentarité et au télétravail dépôt de projet auprès de la FIACT</p> <p>- Essai et déploiement de genouillères gel dans les Services d'Exploitation Logistique</p> <p>- Déploiement d'un Robot lave vitre à l'IUT d'Amiens en prévention primaire des TMS</p> <p>- L'action pour le maintien dans l'emploi des personnes handicapées et par exemple la prescription en 2023 d'une combinaison Exopulse Mollii innovante à destination des personnes atteintes de paralysie cérébrale, sclérose en plaque ou pathologies neurologiques.</p> <p>Par ailleurs, les représentants du personnel déplorent que certaines propositions n'aient pas reçu le soutien de la présidence. En septembre 2023 la proposition de sensibilisation à la détection des punaises de lit du Docteur Héduin d'une part et la proposition de l'infirmière de désinfection des locaux à la vapeur sèche de manière préventive n'ont pas été retenues.</p> <p>Les propositions de projets innovants dans le cadre de la nouvelle convention FIPHFP ou les projets d'amélioration des conditions de travail des agent RQTH pourraient être présentés pour avis de la FS-SSCT.</p> <p>Aussi, nous regrettons que certaines propositions d'actions de 2022 n'aient pas été reconduites telles que celles concernant la prévention du suicide et la postvention.</p>	<p><i>projet d'introduire un nouveau type d'exosquelette léger pour le rachis et un pc pour dyslexiques.</i></p> <p><i>Dans le cadre du dispositif PAPAGENO ⁽¹⁾ et en lien avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) Haut de France, une première formation sur la prévention et la gestion du suicide a été organisée au sein de l'établissement et ce, dans le cadre de la rédaction d'un plan et de procédures de postvention permettant une meilleure efficacité de l'accompagnement des personnels et des étudiants ⁽²⁾. Ce travail, non achevé à ce jour, doit être poursuivi en lien avec la chargée du dispositif postvention - programme PAPAGENO pour aboutir à des actions concrètes.</i></p> <p><i>Pour la désinfection des locaux à la vapeur sèche de manière préventive, les services exploitation et logistique (SEL) sont équipés du matériel adapté pour faire face aux problèmes en cas de détection de punaises dans l'établissement.</i></p> <p>-----</p> <p><i>(1) : Programme national soutenu par la Direction Générale de la Santé du Ministère des solidarités et de la santé et reposant sur un partenariat tripartite entre le Groupement d'Études et de Prévention du Suicide, la Fédération Régionale de Recherche en Psychiatrie et Santé Mentale (F2RSM Psy) Hauts de France et l'Association Lilloise de l'Internat et du Post-Internat en Psychiatrie. Il bénéficie par ailleurs du soutien de l'Association Française Fédérative des Etudiants en Psychiatrie.</i></p> <p><i>(2) : L'action de PAPAGENO devant permettre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élaboration d'un contenu valide en termes d'actions pratiques ; - la structuration d'une stratégie concrète de mise en œuvre et d'articulation de ses actions ; - l'accompagnement à la mise en place du plan ; - de développer la recherche évaluative : juger de l'efficacité des actions.
<p>Nous demandons à ce que le référent VDHAS soit associé à l'élaboration de la méthodologie d'évaluation des RPS, au suivi de sa mise en œuvre et au choix des outils mis en place.</p>	<p><i>La méthodologie d'évaluation des risques psychosociaux (RPS) de l'UPJV présentée la 16 avril 2024 en formation spécialisée SSCT est une adaptation des méthodologies et nomenclatures existantes, notamment de l'INRS (institut national de recherche et de sécurité).</i></p> <p><i>Comme précisé dans les suites données par l'administration aux avis de la FS-SSCT du 12 février 2024, cette méthodologie a été élaborée et mise en œuvre au sein d'une première série d'unités de travail, entre mai et juin 2023, en vue de leur intégration dans le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP). Elle a pour objectif d'identifier les risques résiduels (fréquence / gravité / maîtrise) par unité, et de produire – sur la base de groupes de travail impliquant les agents – des recommandations ad hoc, adaptées au réel des situations rencontrées. Elle doit ainsi contribuer à la mise en place progressive d'indicateurs de RPS par unité de travail qui devront également comprendre à terme d'autres indicateurs RH et santé au travail (ex. : taux de rotation du personnel, AT/MP, etc.) afin d'identifier les services les plus exposés.</i></p> <p><i>La méthodologie d'évaluation des RPS de l'UPJV est donc déjà mise en œuvre au niveau de l'établissement. Dans ce cadre et au regard des missions du référent VDHAS de la formation spécialisée SSCT, ce dernier peut être associé au suivi de son application.</i></p>
<p>Nous demandons à avoir accès à l'ensemble des déclarations y compris les déclarations rendues anonymes pour les représentants du personnel.</p>	<p><i>Les représentants du personnel ont accès à l'ensemble des déclarations effectués sur le registre SST dématérialisé (GPUC), à l'exception des déclarations anonymes ⁽¹⁾.</i></p> <p><i>Comme précisé dans les suites données par l'administration aux avis de la FS-SSCT du 12 février 2024, les déclarations anonymes n'apparaissent pas dans le registre avec les accès accordés aux membres de la FS, mais sont accessibles depuis le profil de la conseillère de prévention, la configuration du logiciel concerné limitant à la seule conseillère de prévention l'accès à ces déclarations.</i></p>

	<p>Par conséquent, il n'est pas possible de donner de suite favorable à la demande d'accès aux déclarations anonymes pour les représentants du personnel à la formation spécialisée.</p> <p>-----</p> <p>(1) : Les agents ont la possibilité d'effectuer leur déclaration de façon anonyme.</p>
<p>Les membres de la FS-SSCT, réunis le 16 avril 2024 demandent comment est organisée la transmission des données administratives des agents au service de médecine du travail permettant une surveillance médicale optimale des agents. Il s'agit notamment d'informer la médecine du travail en temps réel de l'arrivée de nouveaux agents mais aussi d'un changement de situation de l'agent.</p> <p>Nous rappelons qu'une visite médicale obligatoire est à réaliser par un médecin de prévention avant l'entrée en fonction de l'agent. L'expert établit un bilan de santé, dit initial. Cette base permet de suivre progressivement l'état de santé de l'agent fonction publique durant la durée de son exercice. Les personnels occupants des postes qui les exposent à des risques particuliers doivent renseigner une fiche individuelle d'exposition dès la prise de fonction.</p> <p>De même, certaines situations de travail sont interdites aux femmes enceintes ou allaitantes et peuvent nécessiter un aménagement temporaire de poste.</p> <p>Nous rappelons également que les agents souffrants de pathologies particulières déterminées par le médecin du travail peuvent notamment faire l'objet d'aménagement de poste ainsi que le personnel en situation de handicap. Les agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ou poste accident de travail avec un arrêt supérieur 30 jours doivent pouvoir bénéficier d'une visite obligatoire. De même, à l'issue du congé maternité et dans les 8 jours qui suivent la date de reprise de la salariée, une visite de reprise doit être organisée auprès du médecin du travail par l'employeur.</p>	<p>Les missions des services de médecine de prévention et des médecins du travail sont définies par le décret n°82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique (cf. notamment les articles 10, 11, 10-1). C'est dans ce cadre que le service de médecine de prévention des personnels (SM2P) et le médecin du travail de l'UPJV exercent leurs activités.</p> <p>Au regard des rapports annuels d'activité établis par le médecin du travail (cf. données relatives aux effectifs couverts) et présentés en formation spécialisée SSCT, il ne semble pas utile de « rappeler » à ce professionnel de santé ses missions de surveillance médicale des agents, notamment pour les agents pour lesquels il doit exercer une surveillance médicale particulière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - agents en situation de handicap ; - femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ; - agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ; - agents souffrant de pathologies particulières déterminées... <p>Pour ce faire, une transmission régulière des données administratives nécessaires est organisée par les services de gestion compétents.</p> <p>De plus, à chaque rentrée universitaire, le service de médecine de prévention des personnels recueille les listes des nouveaux arrivants afin de programmer les premières visites dans les meilleurs délais. Cette première visite est l'occasion pour le SM2P d'envoyer aux nouveaux arrivants une fiche individuelle des risques professionnelles qu'ils doivent compléter et retourner avant leur visite médicale et ce, afin que le suivi médical professionnel mis en œuvre soit adapté aux risques auxquels sont exposés les agents (prises de sang, exploration fonctionnelle respiratoire, audiométrie, etc.).</p> <p>Tous les agents en situation de handicap de l'établissement qui le nécessitent bénéficient depuis 2019 d'une prise en charge rapide (visite médicale, étude de poste, aménagement du poste). Grâce la création d'une chaîne de valeur au sein de l'établissement entre les différents services concernés (SM2P, service social du personnel et handicap / 2SPH, Direction des Ressources Humaines / DRH...), à la convention FIPHFP ⁽¹⁾ et aux marchés mis en place, lorsqu'un agent se signale en tant que bénéficiaire de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH), l'aménagement de son poste, après visite médicale et étude de poste, est d'environ trois à quatre semaines suivant la complexité de la prescription rédigée par le médecin du travail.</p> <p>En ce qui concerne les visites médicales de reprises des agents après un accident du travail, une longue maladie et/ou tout arrêt dépassant les 30 jours, le médecin du travail est sollicité soit par l'administration (DRH), les supérieurs hiérarchiques des personnels concernés, voire les agents eux-mêmes qui ont désormais pris l'habitude de ces procédures médicales de reprises qui nécessitent régulièrement un aménagement temporaire de leur poste de travail.</p> <p>-----</p> <p>(1) : Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique.</p>
<p>Nous demandons à ce que l'établissement mette à disposition des agents la feuille d'accident de travail, dans les différents services, afin qu'en cas d'accident de service ou d'accident de</p>	<p>La procédure établie au niveau de l'établissement dans le cadre d'un accident de service / de travail a été précisée en réponse à l'avis formulé par les membres de la formation spécialisée du 12</p>

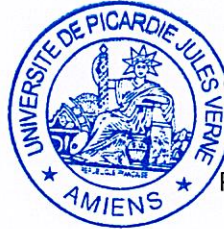
<p>travail l'agent puisse avoir une prise en charge des frais médicaux sans avoir à présenter sa carte vitale.</p>	<p><i>février 2024 relatif à la mise en place d'une procédure en cas d'accident (cf. suites données par l'administration aux avis de la FS-SSCT du 12 février 2024).</i></p> <p><i>À ce titre, il a été notamment indiqué que compte tenu du nombre de factures envoyées à la Direction des Ressources Humaines pour des accidents non reconnus imputables au service (factures ne devant par conséquent pas être acquittées par l'établissement), la liasse de prise en charge n'était plus (depuis janvier 2020) systématiquement mise à la disposition d'un agent déclarant un accident de service, les documents de prise en charge n'étant ainsi donnés qu'après décision d'imputabilité.</i></p>
<p>Suite à l'agression d'une étudiante au campus du Thil en janvier 2023, le président de séance indique qu'un RDV avec la police devait avoir lieu pour voir de façon plus globale la situation du campus du Thil et les interventions possibles en cas de délits. Aussi, nous souhaiterions connaître les mesures prises par les services compétents de l'UPJV suite à ce rendez-vous. Il faut rappeler que seule l'intervention courageuse du personnel administratif et enseignant présent sur les lieux a réussi à faire fuir l'agresseur. Nous tenons à rappeler que pour limiter les risques et rassurer le personnel, ainsi que les étudiants, la direction de l'UPJV doit veiller à ce que personne ne se retrouve isolé dans les locaux. Il en va à la fois du bien-être au travail et de la sécurité de tous les agents. Malheureusement, force est de constater que ce n'est pas toujours le cas.</p> <p>Par ailleurs, la FS-SSCT n'a jamais été avertie par l'administration des signalements répétés entre septembre 2023 et janvier 2024 concernant des agressions physiques ou verbales ni de la présence d'un individu exhibitionniste.</p> <p>Nous rappelons que dans le cadre de ses missions, la formation spécialisée contribue en outre à la prévention des risques professionnels et suscite toute initiative qu'elle estime utile. Elle peut proposer des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des violences sexistes et sexuelles.</p> <p>La formation spécialisée suggère toute mesure de nature à améliorer la santé et la sécurité du travail, à assurer la formation des agents dans les domaines de la santé et de la sécurité. Elle coopère à la préparation des actions de formation à la santé et à la sécurité et veille à leur mise en œuvre. Art 74 du décret 2020-1427</p> <p>Aussi, nous déplorons que la mise en place d'un groupe de travail pour réfléchir aux actions nécessaires au renforcement de la sécurité des étudiants et des agents suite à ces signalements nous a été refusée et cela malgré les recommandations ministérielles OSM 2024 insistant à la mise en place de mesures de prévention pour protéger les agents et étudiants de toute menace extérieure.</p>	<p><i>Comme précisé dans les suites données par l'administration aux avis de la formation spécialisée SSCT du 30 janvier 2024, tout fait signalé à la direction de l'établissement est remonté aux autorités compétentes dès connaissance de ce fait et traité en conséquence par les services compétents de l'université et selon les procédures de signalement ad hoc.</i></p> <p><i>Concernant la réalisation de ses missions, il est rappelé que la formation spécialisée peut créer des groupes de travail interne, conformément à l'article 44 du règlement intérieur du comité social d'administration d'établissement de l'UPJV et de sa formation spécialisée (version au 4 juin 2024).</i></p>
<p>Nous, membres de la FSSSCT réunis le 16/04/2024, demandons à ce que, dans le cadre des visites organisées par la FS-SSCT et régies par l'article 63 du décret 2020-1427, soit défini, en amont de la visite, la composition de la délégation, en particulier, la présence des invités potentiels tels que l'assistant ou le conseiller de prévention, le médecin du travail ou un représentant de l'équipe pluridisciplinaire de médecine de prévention, et l'inspecteur santé et sécurité au travail.</p> <p>A cet effet, afin d'harmoniser le règlement intérieur de nos instances avec le décret, une modification de l'article 40 sera proposée en CSAE. Comme préconisé par les orientations stratégiques ministérielles 2024, un protocole de visite sera annexé au règlement intérieur.</p> <p>Le programme de la visite comprendra notamment un temps d'accueil collégial du service et de présentation de la visite à l'ensemble des personnels du service, suivi d'une visite des locaux et espaces de travail, puis des entretiens individuels.</p>	<p><i>Les modalités d'organisation des visites sur sites de la délégation de la FS-SSCT sont prévues dans le règlement intérieur du CSAE de l'UPJV et de sa formation spécialisée comme suit (III. - Dispositions propres à la formation spécialisée SSCT / E. Visites et enquêtes / article 40 ⁽¹⁾) :</i></p> <p><i>« Les membres de la formation spécialisée peuvent procéder à la visite des services relevant de leur champ de compétence. Un avis de la FS fixe au préalable les sites à visiter avec précision de l'objet de la visite, le secteur géographique concernée et la composition de la délégation chargée de cette visite.</i></p> <p><i>Chaque visite est effectuée par une délégation comprenant au moins le président (ou son représentant), un représentant de l'administration exerçant auprès du président des fonctions de responsabilité et un représentant du personnel siégeant au sein de la formation spécialisée. Les acteurs opérationnels (médecin du travail, conseiller de prévention et inspecteur santé et sécurité au travail) peuvent également faire partie de la délégation.</i></p>

<p>Nous demandons également à ce que la hiérarchie directe communique, dès connaissance de cette visite, à l'ensemble de ses personnels, de manière claire et répétée, l'objet de la visite, sa date et horaire, et les possibilités de rencontrer la délégation, sur le temps de travail (avec un temps hors présence hiérarchique).</p> <p>Article 63 : « Cette délégation comporte le président de la formation spécialisée ou son représentant et des représentants du personnel membres de la formation. Elle peut être assistée du médecin du travail ou son représentant de l'équipe pluridisciplinaire, de l'inspecteur santé et sécurité au travail et de l'assistant ou du conseiller de prévention ».</p>	<p>La délégation ainsi désignée bénéficie pour ce faire d'un droit d'accès aux locaux relevant de son aire de compétence. Les membres de la délégation doivent veiller à perturber le moins possible le fonctionnement des services qu'ils visitent.</p> <p>La délégation de la FS peut réaliser des visites sur les lieux d'exercice des fonctions en télétravail. Dans le cas où un agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé dûment recueilli par écrit. <i>[Charte du télétravail à l'Université de Picardie Jules Verne : « [...] Dans le cadre de leurs missions et afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité, les membres [de la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail] de l'établissement peuvent réaliser des visites des locaux où s'exerce le télétravail, dans les limites du respect de la vie privée des agents télétravaillant à leur domicile. / Les visites [de la FS-SSCT] concernent exclusivement l'espace de travail dédié aux activités professionnelles des agents et, le cas échéant, les installations techniques y afférentes. / Pour les agents télétravaillant à leur domicile, ces visites sont subordonnées à l'information préalable de ces agents, en respectant un délai de prévenance (de 10 jours minimum) et à l'accord écrit des agents concernés. »]</i></p> <p>À l'issue de chaque visite, un rapport est établi par la délégation, rapport devant être soumis à la FS pour avis. »</p> <p><i>Dans ce cadre, le(s) responsable(s) hiérarchique(s) concerné(s) est(sont) systématiquement informé(s) de la visite (vote en FS-SSCT du site visité relevant de son champ de compétence, date, objet, composition de la délégation, droit d'accès aux locaux de la délégation...). Une information directe des agents par l'administration peut être de même organisée.</i></p> <p><i>Le règlement intérieur étant commun au CSAE et à la formation spécialisée SSCT, ce règlement doit prendre en compte les spécificités de la FS ⁽²⁾. Dès lors, les membres de la formation spécialisée peuvent transmettre au président du CSAE des propositions de modifications ou de compléments, propositions qui ne peuvent cependant avoir pour effet de déroger à la répartition des compétences prévue réglementairement. Ces propositions sont ensuite soumises au vote du CSAE, conformément à l'article 18 du règlement intérieur du CSAE de l'UPJV et de sa formation spécialisée.</i></p> <p>----- (1) : Version du règlement intérieur au 17 mai 2023. (2) : Article 86 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat : « Le président arrête, après avis du comité et après avoir reçu les propositions de la formation spécialisée du comité et de la formation spécialisée de site ou de service qui lui sont rattachées lorsque ces formations spécialisées existent, le règlement intérieur du comité. Ce règlement est établi selon le règlement type fixé par le ministre chargé de la fonction publique après information du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat. »</p>
<p>L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. En particulier, ces mesures comprennent des actions d'information et de formation [art. L4121-1 du Code du travail].</p> <p>L'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles assure une mission d'information et de communication qui va du recueil et de l'élaboration de l'information, jusqu'à sa diffusion sur tous types de supports.</p> <p>Cette information porte sur l'ensemble des thèmes concernant la santé et la sécurité du travail. Elle est destinée aux entreprises et à leurs salariés, et à tous ceux qui sont concernés par la prévention des risques en entreprise. Les Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail assurent la diffusion gratuite des publications éditées par l'INRS auprès des entreprises.</p>	<p>Le service de médecine de prévention des personnels (SM2P) de l'établissement assure une mission d'information et de communication auprès des services et des personnels en mettant à leur disposition, en particulier via les pages intranet de l'UPJV (https://personnels.u-picardie.fr/vie-du-personnel/sante/presentation/), des supports dans les domaines de la santé au travail et de la prévention des risques professionnels, tels que les risques biologiques sur les lieux de travail, les risques chimiques, le burnout, les RPS, le bruit...</p> <p>Un grand nombre de ces supports provient de l'institut national de recherche et de sécurité (INRS) : fiches techniques, capsules vidéo, liens vers le site de l'institut (https://www.inrs.fr)...</p> <p>Une diffusion ciblée de ces supports peut par ailleurs être réalisée par le SM2P, notamment dans le cadre des actions de sensibilisation mises en œuvre par le service.</p>

Nous, membres de la FS-SSCT réunis le 16 avril 2024, demandons à ce que l'établissement, dans le cadre de sa politique de prévention des risques, participe à la diffusion de ces informations auprès de ses agents. En particulier, nous demandons à ce que soit diffusée dans les 180 unités de travail de l'université et dans les meilleurs délais, la publication concernant les risques psychosociaux [Affiche n° A833]. La commande de documentation se fait à l'adresse <https://carsat-hdf.fr/entreprises/actus-documentation-analyses>.

Concernant la diffusion dans les unités de travail de l'établissement de l'affiche INRS concernant les risques psychosociaux, demande est faite aux services d'examiner cette possibilité.

Amiens, le 14 juin 2024



Le Président de l'Université
de Picardie Jules Verne


Pr. Mohammed BENLAHSEN

